

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Conception et réalisation de productions audiovisuelles

Accord-cadre passé en application des articles L. 2124- 1, R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

ACHETEUR

Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT)

20 avenue de Ségur,

TSA 10717 -75334 PARIS Cedex 07

Représentée par Monsieur Yves LE BRETON, Directeur général

www.ANCT.gouv.fr

SOMMAIRE

Préambule

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 3 : PROCEDURE, FORME DU MARCHÉ ET FORME DES NOTIFICATIONS	6
ARTICLE 4 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 5 : PRESTATIONS DEMANDEES	8
ARTICLE 6 : MODALITÉS D'EXÉCUTION	8
ARTICLE 7 : VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 8 : REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE – PROPRIETE DES RESULTATS – OPTION B	
ARTICLE 9 : PRIX ET REVISION DES PRIX	13
ARTICLE 10 : BONS DE COMMANDE	12
ARTICLE 11 : FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT	15
ARTICLE 12 : PENALITES	17
ARTICLE 13 : CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE	18
ARTICLE 14 : ASSURANCES	19
ARTICLE 15 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	19
ARTICLE 16 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	19
ARTICLE 17 : RESILIATION	19
ARTICLE 18 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	20
ARTICLE 19 : REGLEMENTS DES LITIGES	20
ARTICLE 20 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	
ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU CCAG	20

Préambule :

Annoncée par le président de la République lors de la Conférence nationale des territoires en 2017 et créée par la loi du 22 juillet 2019, l'Agence nationale de la cohésion des territoires est mise en place le 1er janvier 2020. Née de la fusion du Commissariat général à l'égalité des territoires, d'Epareca et de l'Agence du numérique, est un nouveau partenaire pour les collectivités locales. Elle marque une transformation profonde de l'action de l'État : une action désormais plus en lien avec les collectivités territoriales pour faire réussir leurs projets de territoires.

➤ Ses missions

L'Agence nationale de la cohésion des territoires assure d'abord un rôle de « fabrique à projets » pour permettre aux collectivités de mener à bien leurs projets.

➤ Concrétiser les projets de territoire

L'Agence nationale de la cohésion des territoires facilite l'accès des collectivités locales aux ressources nécessaires pour concrétiser leurs projets : ingénierie technique et financière, partenariats, subventions...

➤ S'adapter au plus près des besoins

L'Agence nationale de la cohésion des territoires prend en compte les différences entre les territoires et adapte son action à leurs besoins.

➤ Faire face aux nouveaux défis

Transitions numérique, écologique, démographique..., l'Agence nationale de la cohésion des territoires développe des programmes d'appui innovants pour répondre, en lien avec les élus, aux nouveaux enjeux et renforcer la cohésion des territoires.

➤ Son offre de services

Les territoires concernés

L'Agence s'adresse aux communes, EPCI, départements..., de métropole et d'outre-mer, des territoires ruraux, quartiers prioritaires de la politique de la ville, montagne, littoraux, centres des villes moyennes, périurbain...

Les projets

Elle facilite la mise en œuvre des projets de territoire, mais elle peut aussi répondre à des besoins plus spécifiques.

➤ Les projets de territoire

- Revitalisation des centres villes
- Redynamisation du tissu industriel

- Renforcement de l'accès à l'emploi, aux soins et aux services au public
- Attractivité économique
- Couverture numérique du territoire (fixe et mobile)

➤ **Les besoins spécifiques**

- Renforcer et élargir l'offre de santé des territoires
- Rénover les écoles
- Mettre en place des modes de transport doux et alternatifs
- Déployer le wifi gratuit dans les espaces publics

➤ **Son mode d'intervention**

L'Agence accompagne la définition d'un projet de territoire en associant l'ensemble des partenaires locaux.

- L'Agence propose du soutien en ingénierie de projet : mise à disposition d'experts de haut niveau pour faciliter la définition et la réalisation des projets locaux.
- L'Agence appuie les collectivités locales pour les aider à faire émerger et à piloter leurs projets par le biais des [Fabriques prospectives](#).
- L'Agence propose de l'assistance à maîtrise d'ouvrage publique (montage, instruction, financement de projets...), la maîtrise d'ouvrage et la gestion d'actifs immobiliers, et capitalise les bonnes pratiques.
- L'Agence définit et pilote des programmes d'appui nationaux.

L'Agence conçoit et anime des programmes d'appui nationaux pour mettre en œuvre les politiques publiques. Les collectivités territoriales peuvent s'inscrire dans ces programmes, en fonction de leurs besoins.

➤ **Quelques exemples de programmes**

- Action Cœur de ville
- France Services
- Territoires d'industrie
- France Très Haut Débit
- Société numérique
- Nouveaux lieux, Nouveaux liens
- Cadre de vie/logement
- Emploi, formation, développement économique
- Petites villes de demain
- Montagne et ruralités
- Éducation/petite enfance
- France mobile

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la conception et la réalisation de productions audiovisuelles.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels suivants classés par ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- les annexes financières propres à chaque lot (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 l'offre du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire.

L'exemplaire original des pièces susvisées, conservé par l'administration, fera foi en cas de litige.

ARTICLE 3 : PROCEDURE, FORME DE L'ACCORD-CADRE ET FORME DES NOTIFICATIONS

3.1 - Procédure, forme du marché

Le présent accord-cadre est passé en procédure formalisée en vertu des articles L. 2124-1, R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code de la Commande Publique. Il prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes conformément aux articles R.2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et ne donnera pas lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Cet accord-cadre à bons de commande est conclu avec un montant maximum par an conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique :

Lot 1 : 50 000,00 € HT ;
Lot 2 : 150 000,00 € HT ;
Lot 3 : 200 000,00€ HT;
Lot 4 : 80 000,00 € HT;
Lot 5 : 100 000,00 € HT;
Lot 6 : 300 000,00 € HT.

3.2 - Allotissement

L'accord-cadre est divisé en 6 lots traités en marchés séparés conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique :

- Lot 1** : Réalisation et livraison de vidéos ;
Lot 2 : Captation vidéo événementielle webinaires et streaming ;
Lot 3 : Conception, tournage, réalisation et livraison de reportages vidéo ;
Lot 4 : Conception, tournage, montage et livraison de web-séries ;
Lot 5 : Conception, réalisation et livraison de vidéos d'animations ;
Lot 6 : Conception, réalisation et livraison de vidéos pédagogiques de formation.

3.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

3.4 – Réalisation de prestations supplémentaires

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-2 à R.2194-4 du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié par le Pouvoir adjudicateur, lorsque des services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le présent accord-cadre.

3.5 - Prestations ponctuelles sur devis

En fonction des besoins, le Pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire la réalisation de prestations ponctuelles, après que le titulaire ait établi un devis basé sur les prix indiqués dans le BPU. Ces prestations s'exécutent sur bons de commande après acceptation du devis par le Pouvoir adjudicateur, avec confirmation des délais de réalisation.

3.6 – Clause de réexamen

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, l'ANCT se réserve la possibilité de modifier les articles relatifs à la description des prestations, l'ajout, la suppression, la modification des UO, la durée de l'accord-cadre et la clause sur les modalités de facturation et de paiement, ainsi que l'augmentation des seuils maximums par an / lot. .

3.7 - Forme des notifications

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite :

- 1) soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié contre récépissé (remise en main propre) ;
- 2) soit par courrier (lettre recommandée avec accusé de réception) ;
- 3) soit par échanges dématérialisés, transmission électronique (notamment mail, télécopie, moyen électronique) ou sur supports électroniques.
Les modes de transmission utilisés doivent permettre de donner une date certaine de réception ;
- 4) soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

ARTICLE 4 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit de façon tacite à trois reprises pour une durée d'un an dans la limite d'une durée maximale de 48 mois à compter de la date de notification.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Si la personne publique décide de ne pas reconduire tacitement le marché, elle fait connaître sa décision au titulaire par tout moyen faisant foi au moins trois mois avant la date de fin de la période d'exécution alors en cours.

ARTICLE 5 : PRESTATIONS DEMANDEES

Les prestations demandées sont indiquées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans le(s) bordereau(x) des prix unitaires.

ARTICLE 6 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

6.1 - Responsables du suivi du marché

La responsable du service communication de l'ANCT ou toute personne désignée par elle est la représentante du pouvoir adjudicateur chargée des relations avec le titulaire. A ce titre, elle vérifie conformité de l'exécution des prestations et la qualité des livrables remis par le titulaire. Pour ce qui est des collections d'ouvrages pilotées par les services de l'ANCT, et notamment le pôle politique de cohésion européenne, ces derniers assureront les relations avec le(s) titulaire(s) et vérifieront la conformité et l'exécution des prestations ainsi que la qualité des livrables remis par le titulaire.

Le titulaire désigne, quant à lui, dès suivant la notification du marché, un responsable dédié en permanence au suivi et à la bonne exécution du marché conformément à l'article 3.4.3 du CCAG/PI. Un responsable suppléant est également désigné par le titulaire.

6.2 - Réunion de lancement

Une réunion de lancement est organisée par l'ANCT avec le/les titulaire(s) et l'équipe dédiée à la réalisation des prestations dès la notification du marché. Lors de cette réunion seront établies les modalités précises de travail et de collaboration avec le service de la communication conformément aux dispositions du CCTP.

6.3 – Mise en oeuvre de l'accord-cadre

6.3.1 - Les prestations chiffrées dans le bordereau de prix unitaires sont mises en œuvre au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes.

Pour ces prestations, et avant tout établissement d'un bon de commande, le service prescripteur formule une demande de devis et un projet de planning.

L'ANCT se réserve le droit de ne pas donner suite à la proposition chiffrée sur devis et de ce fait ne pas établir de bon de commande. Dans ce cas, la proposition de devis est incluse dans le prix de l'accord-cadre et ne peut être facturée par le titulaire, de même que les éventuels déplacements que cette proposition aurait entraînée.

6.3.2 - Certaines prestations, bien que faisant partie du marché, mais dont l'exécution peut relever d'autres prestataires, ne peuvent être chiffrées dans le BPU. Pour ces prestations, l'ANCT peut demander au titulaire du présent accord-cadre, la réalisation de prestations facturées sur la base de prix établis sur devis. Le titulaire s'engage, pour ces prestations sur devis, à proposer à l'ANCT le

meilleur rapport qualité/prix en mettant en concurrence, soit ses propres fournisseurs, soit les fournisseurs proposés par l'ANCT.

6.4 – Stockage et conditions de livraisons

6.4.1 – Livraison

En cas de livraison de fournitures ou matériels, celle-ci sera faite à l'adresse précisée sur le bon de commande ou le devis.

6.4.2 – Livrables

Le titulaire s'engage à fournir, pour chaque évènement, tous les livrables prévus dans le CCTP et dans les délais exigés.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Les documents écrits doivent être rédigés sous format Word, en langue française dans un style clair et accessible en vue d'une diffusion large et de leur éventuelle publication. Le titulaire s'engage à effectuer une relecture attentive des documents, afin d'en éliminer les erreurs typographiques et orthographiques.

Pour les livrables d'un événement relatif au Pôle politique de cohésion européenne (PCE) de l'ANCT, il peut être demandé au titulaire de faire apparaître le logo de l'Union européenne selon les modèles accessibles à l'adresse : http://europa.eu/about-eu/basic-information/symbols/flag/index_fr.htm

Le drapeau est accompagné de la mention « [Descriptif / dénomination du support] est cofinancé[e] par l'Union européenne dans le cadre du programme Europ'Act. L'Europe s'engage en France avec le Fonds européen de développement régional et le fonds social européen. »

6.5 – Modification dans l'équipe affectée à l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à ce que l'équipe proposée fasse preuve de disponibilité et de stabilité dans sa composition.

En cas d'empêchement de l'agent (ou de l'équipe) affecté à l'exécution des prestations, le titulaire du marché s'engage à le ou la remplacer dans un délai de 2 jours ouvrables, après accord du pouvoir adjudicateur, par un agent ou une équipe justifiant de compétences d'un niveau équivalent, et cela sans supplément de prix.

De même, le titulaire s'engage à remplacer, dans les plus brefs délais, tout membre de l'équipe chargée de l'exécution de la prestation qui viendrait à être défaillant. Ce remplacement se fait sans modification de prix.

6.6 – Obligations du titulaire

Pour chaque évènement ou partie d'évènement commandé au titulaire, un correspondant dédié du titulaire est affecté au ANCT pour toute la durée des prestations liées à la manifestation, depuis la préparation jusqu'au bilan de l'action. Le titulaire communique au service de la communication les noms et coordonnées de la personne désignée.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard de l'ANCT pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire est également soumis à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations définies au CCTP, et conformément aux règles de l'art.

6.7 – Obligations de la personne publique

La responsable du service de la communication de l'ANCT ou toute personne désignée par elle est représentant (e) du pouvoir adjudicateur chargé(e) des relations avec le titulaire.

L'ANCT s'engage à s'assurer de la transmission au titulaire des informations lui permettant d'assurer les missions et livrables qui sont de son ressort.

6.8 - Clause environnementale

L'ANCT, soucieuse de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement. Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent). Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie).

ARTICLE 7 : VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les prescriptions du présent marché.

Conformément aux articles 26 et 27 du CCAG PI, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par l'ANCT.

En cas de non-conformité des prestations, le pouvoir adjudicateur peut prononcer l'ajournement des prestations, prescrire un nouveau délai au titulaire pour remplacer les prestations défectueuses et les présenter de nouveau à l'ANCT.

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification. Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour prononcer la réception des prestations est au maximum de 30 jours).

Conformément à l'article 27 du CCAG/PI, les prestations sont tacitement admises à l'issue du délai imparti au pouvoir adjudicateur.

En cas de non-conformité des prestations, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer l'ajournement des prestations, prescrire un nouveau délai au titulaire pour remplacer les prestations défectueuses et les présenter de nouveau à l'ANCT. En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de 4 jours ouvrés maximum à compter de la notification de la décision d'ajournement pour faire connaître son acceptation sur le délai fixé par le pouvoir adjudicateur. En cas de refus ou de silence, le pouvoir adjudicateur peut accepter en l'état les prestations ajournées moyennant une réfaction du prix ou les rejeter.

Si le titulaire présente de nouveau les prestations après ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose de la totalité du délai de vérification pour contrôler de nouveau les prestations et faire connaître sa décision.

Le refus de répondre, suite à un ajournement, dans les délais prescrits aux demandes du pouvoir adjudicateur pourra entraîner la résiliation du marché, sans préjudice des pénalités pour retard et des indemnités qui pourraient être exigibles. La résiliation pour faute du titulaire ne donnera droit à aucune indemnité.

La décision de service fait par l'ANCT vaut réception des prestations et ouvre droit au paiement des prestations au profit du titulaire.

La responsabilité technique du suivi et de la vérification de la réalisation des prestations, et de la conformité au CCTP et aux bons de commande, est assurée par le service de la communication de l'ANCT.

L'ANCT valide les prestations exécutées après avoir éventuellement demandé les modifications ou corrections nécessaires.

La décision de service fait par l'ANCT vaut réception des prestations.

ARTICLE 8 : REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE – PROPRIETE DES RESULTATS – OPTION B

Conformément à l'article 25 du CCAG PI, l'option retenue est l'option B.

Dans le cadre du présent accord-cadre le titulaire cède à l'ANCT, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux résultats, même partiels, permettant à l'ANCT de les exploiter librement, pendant toute la durée légale de la propriété intellectuelle. Chaque territoire est copropriétaire avec l'ANCT de la feuille de route qui le concerne.

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui relèvent de l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Ces droits de propriété intellectuelle comprennent, dans le respect des droits d'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution et notamment les droits d'utiliser ou de faire utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats, même partiels, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés, par tout moyen, sous toutes formes et sous tous supports. L'ANCT et les territoires s'engagent à indiquer le nom du titulaire du marché.

Cette cession vaut pour la France et le monde entier, notamment en cas de publication sur Internet.

Cette cession couvre les résultats, même partiels, à compter de la réception des prestations demandées.

Le titulaire ne peut faire aucun usage, à titre gratuit ou onéreux, des résultats des prestations sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur. La reproduction et/ou la représentation par le titulaire des résultats, même partiels, doivent recevoir l'accord préalable de l'ANCT. Cette demande d'autorisation se fait par courrier adressé au pouvoir adjudicateur de l'ANCT.

Toute publication doit obligatoirement mentionner le financement de l'ANCT et le titre du marché.

8.1 -Tiers désignés

Les tiers désignés dans L'accord-cadre désignent les personnes qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumis aux mêmes obligations que le pouvoir adjudicateur pour l'utilisation des résultats.

Les tiers désignés au marché sont ses préposés subordonnés, tiers collaborateurs ou prestataires de la personne publique.

8.2- Objet de la cession

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits de toute nature afférents à l'ensemble des résultats décrits ci-dessus permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement à des fins non commerciales pour assurer les objectifs du présent marché.

Les droits ainsi cédés, au titre des articles L.131-3 et L.122-6 DU Code de la propriété intellectuelle, sont les droits de reproduction, de représentation, d'arrangement, de correction, d'adaptation, de traduction, de communication et de distribution pour le monde entier et pour une durée de 70 ans.

Le prix de cette cession est compris dans le prix du marché.

Les résultats feront l'objet :

- d'une diffusion via le réseau interne de l'ANCT ce qui permettra une consultation libre par ses services,
- d'une diffusion au public via les réseaux, accessible sur le site de l'ANCT, qui permettra une consultation libre par tout public avec possibilité de téléchargement et d'impression des pages et des images, mais également d'autres administrations, ministères, établissements publics
- d'une mise à disposition sous forme de support papier, de copies sur cédérom, dévéderom ou un autre support de stockage des fichiers,
- d'une mise à disposition auprès des services de presse, des médias, d'éditeur, revues, internes, régionales, nationales ou internationales, sous forme de copies sur cédérom, dévéderom, ou un autre support de stockage des fichiers, à des fins promotionnelles et de diffusion).

8.3 - Droits et obligations du titulaire

1. Le titulaire du marché s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.
2. Le titulaire du marché conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats conformément aux dispositions de l'article 9.1 du présent CCAP.
3. Le titulaire devra respecter le droit à l'image des personnes qui seront susceptibles d'être photographiées ou filmées. Il fera ainsi son affaire des autorisations nécessaires pour le respect du droit à l'image des personnes et des droits des auteurs des œuvres (bâtiments, œuvres,...), éventuellement photographiées et garantira l'ANCT contre tout recours des tiers.
4. Le titulaire déclare que les contrats de travail de ses salariés appelés à travailler directement ou indirectement dans le cadre du marché ne contiennent aucune disposition conférant aux dits salariés un droit d'auteur sur les prestations exécutées au titre du présent marché. Le titulaire s'engage à recueillir la même déclaration de ses sous-traitants, soit en l'indiquant dans le contrat de sous-traitance, soit via une convention de cession.

8.4 - Confidentialité

Le titulaire est astreint à une obligation de discrétion qui lui interdit de communiquer à des tiers tant les informations recueillies à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution du marché, que les thèmes, caractéristiques ou résultats qui lui auront été commandés par l'administration pour cette exécution.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-PI, les informations dont le titulaire prend connaissance dans le cadre de l'exécution du marché revêtent un caractère strictement confidentiel. Ces renseignements ne peuvent, sans autorisation écrite du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

En cas de violation de cette obligation, L'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

Article 8.5 : obligation de résultat

Le titulaire a une obligation de résultat sur les livrables et il s'engage à mener à bien sans aucune restriction ni réserve les prestations qui lui sont confiées.

ARTICLE 9 : PRIX

9.1 - Contenu du prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaire selon les unités d'œuvre indiquées dans le BPU et pour les prestations sur devis.

Les prix indiqués dans le bordereau des prix, ainsi que les prix des devis sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à la réalisation de l'ensemble des prestations demandées dans le présent CCAP et les bons de commandes, notamment les réunions avec les représentants de l'ANCT, la coordination et le cas échéant le suivi et les prestations logistiques si précisé dans le bon de commande. Les frais techniques sont facturés sur la base des prix unitaires du BPU ou sur devis selon les demandes adressées au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations livrées dans les conditions prévues aux bons de commandes.

Les coûts des fournisseurs tiers établis sur la base de devis doivent représenter les véritables prix du marché en relation avec les biens et services concernés. L'ANCT se réserve le droit d'exiger les justificatifs des fournisseurs tiers.

Le titulaire du marché ne pourra bénéficier d'aucune marge commerciale supplémentaire autre que ses honoraires qui seront chiffrés sur la base des tarifs jours/homme du bordereau des prix.

9.2 - Date d'établissement des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « mois 0 ».

9.3 – Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont actualisés si plus de 3 mois se sont écoulés entre la date limite de remise des offres et la date du début d'exécution des prestations.

$P1 = P0 (0,15 + 0,85 \frac{S1}{S0})$

dans cette formule :

P1 = représente le prix actualisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

S0 = désigne le dernier indice SYNTEC publié du « mois zéro » ou « mois 0 ».

S1 = désigne l'indice SYNTEC du troisième mois précédant la date de début d'exécution des prestations.

L'indice SYNTEC est publié par la Fédération SYNTEC et reconnu par le ministère de l'Économie et des Finances.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

ARTICLE 10 : BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont notifiés par email au titulaire par le service financier budget et finances de l'ANCT. Les devis accompagnant les bons de commandes doivent indiquer obligatoirement le mail du titulaire valide.

Les bons de commande comportent les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire
- L'intitulé du marché et référence
- Le numéro EJ du bon de commande
- L'objet de la commande, le numéro du lot, et des unités d'œuvres mobilisées, le détail des prestations à exécuter
- Le délai de réalisation du bon de commande
- Le montant HT
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant TTC

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement.

L'ANCT se réserve le droit de procéder à des réajustements sur un bon de commande délivré au titulaire. Dans ce cas, un nouveau chiffrage est établi pour tenir compte de la nouvelle demande et un bon de commande rectificatif est adressé au titulaire.

Des annulations pour des prestations n'ayant pas donné lieu à début d'exécution pourront être décidées par une décision unilatérale notifiée par email par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, aucune indemnité ou dédommagement n'est dû au titulaire.

Aucune des prestations ne peut commencer avant la réception par le titulaire d'un bon de commande. Les factures non couvertes par bons de commande ne seront pas payées. La date d'émission du bon de commande devant être antérieure au début de la prestation.

ARTICLE 11 : FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT

11.1 - Modalités de facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes (nom et adresse)
- Le n° EJ du bon de commande
- La date et la référence de la facture
- Les prestations facturées
- Le numéro du lot et des UO concernés
- Le montant HT
- Le montant total TTC
- Le taux et le montant de la TVA
- Le numéro de compte bancaire ou postal, conforme au RIB ou RIP fourni par le titulaire de la commande

Le titulaire est informé que L'accord-cadre sera conclu dans l'unité monétaire EURO.

11.2 Envoi de la demande de paiement

Les factures devront être impérativement déposées sur le portail CHORUS PRO que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) avec les codes suivants :

- Identifiant « service » de l'ANCT : 13002603200016
- le code service « SFACT » (service facturier de l'ANCT)

Ce portail permet au titulaire de réduire les coûts et les délais de traitement, de sécuriser les échanges et d'œuvrer pour le développement durable. Ce service est entièrement gratuit.

Pour mémoire, l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 impose une obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à compter du :

-1er janvier 2020 : pour les microentreprises.

Les factures ne devront être transmises qu'après validation des prestations par l'ANCT. Aucun paiement ne pourra s'effectuer si les livrables ne sont pas conformes et les factures seront rejetées par le service facturier et renvoyées au fournisseur.

11.3 Modalités de règlement

Conformément à l'article 11.4 et suivants du CCAG-PI, le paiement des bons de commande se fait après vérification du service fait. Le service fait est établi par le service du Pouvoir adjudicateur en charge de l'exécution du bon de commande. Le service fait vaut réception des livrables et entraîne l'envoi de la facture par le titulaire et le paiement de la facture.

Le mode de paiement est exclusivement le virement effectué sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB/ RIP/IBAN fourni par le titulaire.

11.3.1 Paiement des prestations

Le paiement des prestations s'effectue après réalisation des prestations, sur production d'une facture du titulaire. Le paiement d'une facture vaut paiement définitif.

11.4 - Délai global de paiement et intérêts moratoires

11.4.1 Délai global de paiement

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le délai global de paiement des factures ne peut excéder 30 jours. En cas de retard de paiement, en application du décret 2013-269 du 29 mars 2013, le créancier a droit, sans qu'il ait en faire la demande, au versement d'intérêts moratoires dont le taux est celui du taux de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points et à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

11.4.2 Retard de paiement et intérêts moratoires

Conformément aux articles L. 2192-13 et L. 2192-14 du code de la commande publique

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Il ouvre droit, dans les conditions prévues à la présente sous-section, à des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire et, le cas échéant, à une indemnisation complémentaire versés au créancier par le pouvoir adjudicateur.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par voie réglementaire.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Toute renonciation au paiement des intérêts moratoires est réputée non écrite.

11.5 – Avance

Conformément aux articles R. 2191-3, R. 2191-16, R. 2191-17, R. 2191-19, R. 2193-19, R. 2193-20, R. 2193-21 du code de la commande publique

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues dans le code de la commande publique.

Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande prévoit un montant minimum supérieur à 50 000 euros hors taxes, l'avance est accordée en une seule fois sur la base de ce montant minimum.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre :

- 1° Du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur ;
- 2° Du montant minimum dans le cas d'un accord-cadre à bons de commandes comportant un montant minimum fixé en valeur.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Pour le calcul du montant de cette avance, les limites fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné à l'article R. 2193-3.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial.

11.6 - Sous-traitance

En cas de sous-traitance, il est fait application des articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire doit présenter son sous-traitant à l'ANCT et attendre l'acceptation de celui-ci ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement, pour commencer l'exécution de la prestation. Le titulaire demeure seul responsable des prestations vis-à-vis de l'ANCT.

Les factures du sous-traitant sont validées par le titulaire du marché, ce dernier valide également le numéro du bon de commande concerné.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

11.7 Nantissement ou cession de créances

Le présent marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 12 : PENALITES

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation de l'article 14 du CCAG PI, lorsque les délais contractuels prévus ne sont pas respectés par le titulaire et que ces retards ne relèvent pas du fait de l'ANCT ou de cas de force majeure, les pénalités appliquées sont de 50 € TTC par jour de retard.

Cependant, le titulaire peut faire une demande de prolongation du délai d'exécution. Il doit faire parvenir sa demande motivée à l'ANCT par écrit ou courriel en indiquant le délai demandé. L'acceptation éventuelle de la prolongation lui sera alors notifiée par écrit ou courriel.

12.2 - Pénalités de mauvaise exécution

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, si après demande dûment motivée de l'ANCT, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes du pouvoir adjudicateur telles que définies dans les documents contractuels et dans les relevés de décisions issus des réunions entre de l'ANCT et le titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire peut présenter ses observations.

12.3 - Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222.6 du code du travail, des pénalités peuvent être infligées au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail concernant le travail dissimulé.

12.4 - Pénalités pour impossibilité par le titulaire de tenir l'évènement

Si l'évènement ne peut pas se tenir au lieu prévu, par faute du titulaire, pour cas de force majeure, le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour trouver un nouveau lieu.

ARTICLE 13 : CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE VIA E-ATTESTATIONS

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai et par écrit à l'ANCT ou via le <https://www.e-attestations.fr>, toutes modifications ayant une incidence sur le statut de la société survenant en cours d'exécution du marché et qui se rapportent notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
- à l'adresse de l'entreprise,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité et généralement tout changement ayant une incidence sur le fonctionnement ou le statut de la société

Le titulaire est aussi tenu de communiquer, sans délai et par écrit à l'ANCT, les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à ces dispositions, le titulaire est informé que l'ANCT ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou tout autre document fourni par le titulaire, du fait des modifications intervenues au sein de la société et dont le CGET n'aurait pas eu connaissance.

⇒ **E-Attestations : dépôt obligatoire**

Conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ANCT, à l'adresse <https://www.e-attestations.fr>.

Le dépôt des pièces sur la plateforme e-attestation par le titulaire est obligatoire.

ARTICLE 14 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG/PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché avant tout début d'exécution des prestations, qu'il est titulaire de ses contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 15 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les prescriptions de l'article 6 du CCAG-PI s'appliquent au présent marché.

ARTICLE 16 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les prescriptions de l'article 7 du CCAG-PI s'appliquent au présent marché.

ARTICLE 17 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG PI.

17.1 Résiliation pour faute du titulaire

Si l'ANCT constate une inexécution ou mauvaise exécution des prestations, il signale par courrier envoyé en recommandé avec accusé réception les défaillances puis met en demeure le titulaire de présenter ses observations et le cas échéant de satisfaire aux obligations décrites dans le courrier, ceci dans un délai de 15 jours à compter de sa notification.

A l'issue de la période de 15 jours, si la mise en demeure reste infructueuse (absence de réponse ou prestations qui demeurent insatisfaisantes) de l'ANCT peut résilier le marché pour faute du titulaire sans autre mise en demeure et sans préavis par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire.

17.2 Résiliation unilatérale par la Personne publique

La personne publique peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci pour motif d'intérêt général. La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 18 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 36 du CCGAG-PI.

ARTICLE 19 : REGLEMENTS DES LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le Pouvoir adjudicateur et le titulaire du contrat ne peuvent être invoquées par le titulaire comme cause d'arrêt, définitif ou momentané, des prestations prévues dans le contrat.

Les tribunaux français sont seuls compétents. Tout litige éventuel issu de l'application du présent accord-cadre est soumis, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent.

Tout différend pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément chapitre VII « règlement alternatif des différends » du code de la commande publique.

ARTICLE 20 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire peut avoir accès à des données à caractère personnel pour l'exécution des prestations ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir adjudicateur. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire se conforme aux règles et principes du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 notamment en ses articles 44 et suivants.

ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations aux C.C.A.G.- prestations intellectuelles (PI), explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants:

<u>Articles du présent C.C.A.P. qui dérogent</u>		<u>Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé</u>
Article 7	Vérifications quantitatives et qualitatives	Article 26.2
Article 12.1	Pénalités de retard	Article 14